

que sera comme est aujourd'hui le Canada : le pays d'où ces échos nous arrivent est un foyer de "paix." Comme l'a dit le premier ministre, dans notre possession du Ouest qui s'appelle le Dominion, les divers éléments vivent dans un sentiment de confraternité et de loyauté, et les yeux tournés vers le même but : la grandeur et la gloire de l'empire. Il en sera ainsi demain dans l'Afrique australe.

Le discours de sir Wilfrid Laurier a trait à une question politique qui s'impose de plus en plus à notre considération.

"Je dirais à la Grande-Bretagne," s'écrie-t-il, "si vous voulez que nous vous venions en aide admettez-nous dans vos conseils". Pourquoil lui et les autres chefs distingués de nos splendides colonies des antipodes ne participeraient-ils pas à la direction des affaires de l'empire, puisqu'ils partagent nos périls et nous aident à traverser nos épreuves ? L'honneur de notre drapeau les concerne autant que nous-mêmes. Le sujet anglais de Londres n'est pas plus apte à présider aux destinées de l'empire que celui de Wellington, de Sydney ou de Toronto. Tous devraient avoir également droit d'émettre une opinion sur les sujets qui concernent nos destinées communes. La solution du problème qui s'appelle l'union fédérale comporte certainement des difficultés, mais il est possible de les surmonter. Il peut se faire que sir Wilfrid Laurier, comme il a déjà dit qu'il l'espérait, vive assez longtemps pour se voir appelé à représenter le Canada dans un parlement vraiment impérial qui se réunirait à Westminster.

Je mets en regard l'un de l'autre le discours de 1891 en faveur de la réciprocité illimitée au détriment de l'Angleterre, et celui de 1900 en faveur non seulement d'une préférence à accorder au commerce anglais, mais de la fédération politique de l'empire comportant pour le premier ministre du Canada ou tout autre, le droit de siéger à la Chambre des Communes d'Angleterre. Mais le premier ministre qui, pour ses paroles sympathiques à l'adresse de l'Angleterre, recueille les applaudissements de ses amis d'origine anglaise de tout le Dominion et a l'honneur de se voir reproduire par les journaux de Londres, malgré son origine canadienne-française, a des amis intimes qui, tout en ayant l'air de différer d'opinion avec lui ici, lui sont assez dévoués pour aller dire au peuple de la province de Québec : "Oh ! soyez tranquilles, il ne parle ainsi que parce qu'il y est forcé par sir Charles Tupper et le parti conservateur." Pourtant, comme je viens de le dire, ce n'est pas une question de sentiments, mais d'affaires, que le tarif de faveur. En envoyant des soldats à la défense de l'empire et en décidant de payer leurs dépenses, le Canada a fait son devoir, mais en cela, il a agi de son propre mouvement, car il n'y était pas obligé, comme l'ont fait voir d'ailleurs le premier ministre et certains autres membres de cette Chambre, et comme l'examen de la constitution elle-même, suffit d'ailleurs à le prouver. Mais quand il s'agit de faire des arrangements concernant le commerce, le sentiment doit céder le pas à la question d'affaires, et, je le répète, c'est tout simplement nous attirer les moqueries des fabricants et marchands anglais que de tout

leur offrir en échange de rien. A ce sujet, je m'en tiens à la résolution rejetée par la Chambre mais appuyée par le chef de l'opposition et son parti, et qui tendait à déterminer avec le gouvernement anglais un arrangement quelconque d'après lequel le Canada devrait bénéficier d'avantages égaux à ceux qu'il accorderait. Nous n'avons pas à faire ici des lois pour la protection de l'Angleterre, de ses ouvriers et de ses cultivateurs, et de ses millions de sujets dont le député de Brant vient de parler, mais pour les cultivateurs, les ouvriers et le peuple canadiens. Quel ! Il arrive tous les jours que des frères, faisant affaires séparément dans un même endroit se traitent, en affaires, comme des étrangers, sauf à s'aider comme des frères quand il en est question. Voilà l'attitude que je voudrais voir prendre au Canada par rapport à l'empire britannique.

M. l'Orateur, quant à la fédération impériale, car il nous faut en parler, la politique du gouvernement actuel, les offres du premier ministre par rapport au tarif, à l'envoi d'argent et de soldats en Afrique, tout cela, au dire des journaux anglais, contribue à nous y conduire. Je voudrais bien savoir si mon très honorable ami parle et agit d'une façon sérieuse lorsqu'il le fait de manière à laisser entendre en Angleterre, comme ici, qu'il désire la fédération impériale, et s'il caresse encore l'espérance d'occuper un siège au parlement anglais avant de monter au ciel.

Une VOIX : C'est en purgatoire qu'il se trouve aujourd'hui.

M. BERGERON : Je n'entends parler de cette question que pour mon propre compte ; je ne veux pas de la fédération impériale, je ne tiens nullement à voir siéger une dizaine de Canadiens parmi six ou sept cents députés. Tous les jours je demande à Dieu de ne pas faire du Canada une petite Irlande.

Le PREMIER MINISTRE : Tous les jours ?

M. BERGERON : Mon honorable ami mesure les autres à son aune. Je suppose qu'il n'en fait pas autant, lui. Je veux bien que l'empire soit uni, mais sans préjudice à notre indépendance actuelle, je désire que le Canada reste comme il est jusqu'à ce que se produisent des événements encore éloignés, sans doute, qui nous imposeront naturellement, une orientation nouvelle. Il faut que ce parlement n'ait pas de supérieur en ce pays, et ne soit tenu d'obéir aux dictées de qui que ce soit. Qu'il fasse preuve de générosité comme il l'a fait, il y a quelque temps, c'est fort bien, mais je ne veux pas qu'il y soit obligé. L'intérêt des Canadiens qui vivent aujourd'hui à l'ombre du drapeau anglais exige qu'ils aient eux-mêmes en mains l'administration de leur propre pays. Et pour démontrer que telle est l'opinion des gens de ma propre race, s'il m'est plutôt permis de parler en leur

nom q
tes do
que la
tage c
faire q
de nos
de Quo
la rivie
vals li
autres
très b
notre
redite
cun de

A deu
signer,
nage, à
un con
rentes
peuple
rance p
pensée,
affliges
sur le
ses arc
avons
savoir
le Cana
ne s'ap
Les not

Il y
larmes
seuleme
pour le
tion qu
mélange
la guer
expliqué
dans l'a
le sacri
beau !

Quant
clnes d
fertilité
comme
la solid
semer, c
la récol
tente, d
a voulu
enfratè
étrangè
tence co
odieux s

Cet a
ment le
bec, m
mol, j'
le résp
gouvern
eux et
approuv
surpris,
extraor
public,
de poli
dans l'e
à succè
continuer
de rever
Angleter
à mesur